

DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA-EDUCATION AU CTA DU 19/01/2012



La rentrée 2012 va s'effectuer avec 5100 postes d'enseignants en moins dans le 1er degré. Même si, de l'aveu-même du ministère, les effectifs vont augmenter de près de 3000 élèves. Pour tenir la promesse présidentielle de ne pas fermer de classes, l'administration prévoit :

- de supprimer des remplaçants,
- « d'optimiser » - comprenez par ce terme réduire- les moyens des réseaux d'aide,
- de scolariser moins d'enfants de 2 ans,
- d'augmenter les effectifs par classe.

Oser prétendre qu'il n'y aura pas de dégradation de la situation relève de l'hypocrisie la plus totale.

Dans le 2nd degré, 5 550 emplois sont supprimés. La poussée démographique, continue depuis trois ans en collège, va se poursuivre avec plus de 29 000 élèves supplémentaires attendus. Les Lycées d'enseignement général et technologique devraient voir leurs effectifs augmenter de 12 000 élèves. Conséquence de la réforme du bac pro en trois ans, les LP devraient connaître une baisse de près de 39 000 élèves... l'augmentation des effectifs par classe des collèges hors éducation prioritaire, la diminution des moyens de remplacement et des décharges non statutaires, la réorganisation de l'offre de formation en lycée sont autant de pistes de « gain de productivité » évoquées. Enfin, que penser de la volonté affichée du Président de la République de transformer la dernière année de formation des lycéens de CAP ou de bac Pro en une année en apprentissage au sein même de nos établissements ? Pour un jeune, le droit à une formation professionnelle qualifiante serait alors soumis à la possibilité, ou non, de signer un contrat d'apprentissage avec un employeur. Tous ces éléments convergent vers une remise en cause très nette de la voie professionnelle, sous statut scolaire, dans les LP, SEP, SEGPA et EREA au sein de l'Éducation nationale (et du ministère de l'Agriculture). Ils constituent une menace sérieuse pour un accès de tous ceux qui le souhaitent, sans discrimination, à une formation professionnelle de qualité.

Sur le plan Académique :

Alors que les documents de travail du Comité Technique Ministériel mentionnent des retraits d'emplois répartis ainsi:

- **1^{er} degré : - 141 emplois**
- **2d degré : - 105 ETP**
- **Administratif : - 8 ETP**

Nous constatons, à travers les documents proposés à ce jour, un retrait **95 emplois dans le 1^{er} degré soit une différence de 46 emplois par rapport aux informations nationales. Y-a-t-il**

eu des arbitrages locaux pour réduire ce nombre de fermetures ? Y-a-il eu une dotation du ministère pour enfin prendre en compte la problématique de l'académie de Clermont-Ferrand qui combine à la fois des bassins urbains et ruraux ?

Ce projet de répartition de ces 95 suppressions pour des effectifs prévisionnels à la baisse de 251 élèves montre que l'on supprime en moyenne un enseignant pour 2.6 élèves en moins.

Comment réussir le tour de force d'une telle saignée alors que l'académie est à l'os ? Supprimer les seuils en ZEP ? Supprimer des postes de remplaçants ? Supprimer les RASED ? Supprimer des services pour des élèves à besoin particulier ? Supprimer les services des Maîtres formateurs et laisser la formation des M1, M2 et PES entièrement à l'université ?

Encore une fois, les conséquences seront visibles et c'est bien une dégradation des conditions de travail des enseignants et des élèves qui nous sera proposé.

Dans le second degré

Avec 105 suppressions de postes pour un nombre d'élèves en hausse, qui peut raisonnablement croire que les conditions d'accueil, l'efficacité pédagogique, la diversité de l'offre de formation et le maillage du territoire seront meilleurs ?

Les collèges accueilleront 456 élèves en plus à moyens constants ce qui ne manquera pas d'engendrer une nouvelle dégradation des conditions de travail.

Les lycées généraux et technologiques accueilleront 433 élèves en plus, ils se verront retirer 30 emplois.

Les lycées professionnels accueilleront 587 en moins, diminution principalement due à la généralisation des bacs pros 3 ans, ils perdront 80 postes.

Pour rentrer dans l'épuration gouvernementale plusieurs leviers seront actionnés :

Augmentation du nombre d'élèves par classe.

Augmentation des Heures supplémentaires surtout en LP

Restriction de l'offre de formation aussi bien en quantité qu'en maillage du territoire.

Tous ces facteurs ont des répercussions sur les conditions de travail des élèves et des personnels.

De plus en plus d'enseignant souffrent, d'effectifs de classe pléthoriques, de complément de service sur un voire deux établissements, d'indemnisation des déplacements avec plusieurs mois de retard, de mesure de carte scolaire avec des conséquences parfois lourdes.

Avec la généralisation des bacs professionnels 3 ans, la suppression de 5 sections de DP 6H, un différentiel de -3 au niveau des créations suppressions de sections de CAP, la disparition de 3 divisions dans les EREA, on voit bien que, encore une fois, ce sont les élèves les plus en difficultés, les moins mobiles, les moins aidés par leur famille qui feront les frais de cette politique.

Quel double discours saisissant. D'un côté on entend nos gouvernants qui dénoncent, à juste titre d'ailleurs, le nombre trop important d'élèves qui sortent du système éducatif sans qualification ni diplôme ; et de l'autre côté on les voit voter la loi TEPA, le bouclier fiscal et 80 000 suppressions de postes dans le ministère de l'Education Nationale

L'école n'est plus qu'un gisement d'économies.

L'UNSA Education condamne vigoureusement cet amoindrissement du service public d'éducation et appelle tous les personnels à se mobiliser sur le terrain pour faire obstacle à cette politique destructrice.